

Les ONG dans les stratégies d'encerclement cognitif : le cas de l'Ukraine

Les ONG occidentales, objet de cristallisation des tensions et de guerre informationnelle ¹

Les ONG sont un dispositif visiblement absent de l'arsenal de guerre politico-militaro-informationnel russe. La Russie est donc rentrée dans une posture de plus en plus défensive à l'encontre des ONG occidentales sur son territoire. Vladimir Poutine va jusqu'à accuser l'OTAN de comploter un changement de régime à Moscou et la perspective d'une intégration de l'Ukraine à l'OTAN lui est apparu insupportable, tant ce pays cousin, voire frère, lui apparaît comme étant dans sa sphère d'influence, et voit donc ses intérêts directs menacés. C'est sa perception.

La Russie a ainsi identifié la National Endowment for Democracy (NED) financée en partie par le congrès américain, l'United States Agency for International Development (USAID), comme sponsors d'un certain nombre d'ONG en Russie. Elle dissout fin décembre 2021 l'ONG Mémorial et 15 ONG « étrangères » en avril dernier en réponse à sa suspension par l'ONU du Conseil des droits de l'Homme.

Recontextualiser la normalisation de la politique étrangère américaine² et la montée en puissance des outils³

La montée en puissance des ONG sur une trajectoire américaine autour des valeurs démocratiques durant la guerre froide, va catalyser l'encerclement de l'Ukraine, en tant que levier cible assumé des Etats-Unis dans son rapport de force avec la Russie

Si les premières ONG émergent à partir de 1775, c'est entre 1854 et 1855 que les premiers systèmes humanitaires de type ONG se forment pour intervenir lors de la guerre de ... Crimée (1853-1856). La première ONG considérée comme telle est l'Institut du droit international créé en 1873, ayant pour mission de codifier le droit international public et promouvoir les droits de l'Homme. Durant ces 150 dernières années, les ONG constitueront en quelque sorte la variable d'ajustement des gouvernements et administrations qui feront appel à elles, notamment au 19ème siècle lorsqu'ils avaient peu d'expérience dans la mise en place d'organisations intergouvernementales ou dans la préparation de traités autres que politiques, au gré des contextes de guerre.

La création d'une doctrine cognitive américaine offensive

Depuis l'institutionnalisation des ONG en 1946 via l'article 71 de la Charte des Nations unies qui officialise leur rôle consultatif, leur implication et leur influence ne cesseront d'augmenter, notamment au lendemain de l'effondrement du bloc soviétique, avec l'accélération de l'entrée dans la mondialisation (économie, négociations intergouvernementales, interdépendance écologique) et la plus grande médiatisation des acteurs auprès de l'opinion publique. Egalement, lorsque les gouvernements ou administrations réduisent leurs effectifs, les grandes ONG peuvent conserver une plus grande mémoire institutionnelle, « opérationnelle » selon l'expression de Christian Harbulot. Dans un contexte de nécessaire remoralisation de la politique américaine, le défenseur des droits de l'homme Zbigniew Brzezinski, devient conseiller du président Carter en 1977. Il aura l'écoute des présidents Bill Clinton et de Barak Obama. En 1997, Zbigniew Brzezinski indique en substance, qu'afin de conserver leur hégémonie, les Etats-Unis doivent avoir 3 objectifs : « surveiller les Chinois, faire en sorte que les Européens ne s'unissent pas, repousser l'ex-

URSS aux frontières de la Russie, Ukraine comprise, car sans l'Ukraine, d'une puissance mondiale, la Russie sera dégradée en puissance régionale ». Les éléments de langage du président Obama quelques mois avant la révolution orange, vont dans ce sens. Est-il alors étonnant que la tentative de Vladimir Poutine, nouveau président de la Russie à partir de décembre 1999, pour un rapprochement avec l'Alliance atlantique, jusqu'à évoquer la possibilité d'une intégration de son pays à l'OTAN, échoue ?

Les objectifs géopolitiques des Etats-Unis peuvent aussi s'apprécier à travers les analyses de la Rand Corporation, fondée en 1948, un des think tanks considéré comme l'un des plus influents, qui a émis un rapport en 2019 « [Overextending and Unbalancing Russia](#) » ou [la récente note d'analyse politique du German Marshall Fund of the United States](#).

La normalisation de la politique étrangère commence sous la présidence Carter, et la mise en musique opérationnelle, institutionnelle, se fera sous la présidence Reagan. Les États-Unis votent ainsi le *Freedom Support Act*, en 1992 promouvant la démocratie dans les républiques de l'ex-URSS. En marge des institutions dédiées telles que l'Institut américain pour la paix (USIP) fondée en 1984 par le congrès, la montée en puissance de ce que certains appelleraient des « Gongos⁴ » (governmental oriented non governmental organizations »), telles que la NED, l'International Republican Institute (IRI) et le National Democratic Institute for International Affairs (NDI), créées en 1983. Pour rappel, en Ukraine, la NED a aidé de nombreuses structures liées à la révolution orange telles que la branche ukrainienne de l'Open Society Foundations (OSF), soit l'International Renaissance Foundation (IRF) et la Albert Einstein Institution financée par la NED.

En parallèle de la montée en puissance doctrinale et institutionnelle, vont se développer les travaux de théoriciens américains portant sur la lutte non violente en particulier ceux de Gene Sharp : création en 1983 l'Albert Einstein Institution, proposition d'un arsenal de [«198 armes non-violentes](#) ». Ses travaux sont reconnus pour avoir contribué aux nombreux mouvements protestataires autour du monde, dont les révolutions de couleur en Europe de l'est. Selon, Jacques Sémelin, aucune stratégie de résistance non violente ne peut aboutir sans soutien extérieur. La résolution des conflits va également passer de plus en plus par les voies de communication de la diplomatie privée et de la [diplomatie dite transformationnelle](#) prônée par le président Bush à l'aune de son second mandat en 2005, et dont l'un des piliers doctrinaux est le social engineering. S'il est besoin de rappeler que le *Logan Act* américain de 1799, avait précisé très clairement les règles du jeu : cette loi votée par le 5e congrès des États-Unis a interdit la négociation par des citoyens américains non autorisés avec des gouvernements étrangers. Elle a été signée par le président John Adams le 30 janvier 1799. La violation de cette loi est considéré comme un crime sérieux. Cette loi n'a pas été abrogée et nous pouvons nous interroger sur la probable articulation des initiatives informelles avec la diplomatie officielle dès leur origine.

Fabrication de la démocratie, fabrication de l'ennemi ? L'ouvrage *The democracy makers*, Nicolas Guilhot paru en 2005 invite au débat sur l'industrialisation de l'idéologie démocratique, sans en dénigrer les valeurs, tandis que Pierre Conesa en éditant en 2011 « La fabrication de l'ennemi, ou comment tuer avec sa conscience pour soi » explique qu'un ennemi peut être très utile pour créer l'adhésion de sa propre nation, ou créer un ralliement d'un certain nombre de pays pour mener un conflit, en n'oubliant pas que certains ennemis peuvent être réels. L'ennemi soviétique avait toutes les qualités « d'un bon ennemi » Il prête au conseiller diplomatique de Gorbatchev, Alexandre Arbatov, en 1989, deux ans avant

l'implosion de l'URSS, la phrase suivante "Nous allons vous rendre le pire des services, nous allons vous priver d'ennemi !".

Un véhicule d'influence principalement atlantiste dans une guerre hybride asymétrique et un objet de guerre informationnelle

Superposer les réponses informationnelles des ONG et assimilés (think tanks, fondations) et les liens financiers et de partenariat donne l'aperçu d'un maillage sans fin et imbriqué⁵

Les ONG occidentales répliquent en communiquant sur la poursuite de leurs engagements, notamment par le soutien des structures présentes sur le terrain conflictuel, en termes de partenariats et de financements.

Ainsi, la **fondation Ford**, tout en évoquant [avoir déjà fermé son bureau à Moscou en 2008](#), en partie à cause de l'ingérence du gouvernement et de la corruption. indique avoir engagé 1 million \$ dans le fonds d'intervention d'urgence pour l'Ukraine de l'IRC (comité international de secours) et avoir contribué à hauteur également de 1 million \$ au fonds pour la démocratie en Ukraine de l'OSF qui soutiendra de nombreuses organisations de la société civile et exigera des comptes (documenter les crimes de guerre). Effectivement, l'OSF annonce en mars dernier, s'engager à doter le nouveau fonds ukrainien pour la démocratie à hauteur de 25 millions \$ en encourageant les autres bailleurs de fonds à se joindre à elle pour soutenir la société civile en Ukraine.

People in need (PIN), une des plus grandes ONG d'Europe centrale et orientale communique sur une aide humanitaire délivrée estimée à plus de 14 millions € au bénéfice de l'Ukraine.

[Quatre des sept grands sujets d'actualité de première page du site internet](#) de l'ONG **EarthSight** condamnent l'industrie russe du bois. Est-ce le contexte du conflit qui explique la mise en avant du bois exclusivement russe illégalement exploité, et plus du tout l'exploitation forestière illégale et la corruption du bois en Ukraine qu'elle avait condamnée en 2018 ? Egalement, suite à une interview début mars dernier, de Sam Lawson, en lien avec [la lettre publique de 120 ONG appelant au boycott du bois russe et biélorusse](#) (dirigée par des groupes environnementaux ukrainiens en réponse à l'invasion). Depuis, Sustainable Biomass Program et Forest Stewardship Council ont tous deux annoncé qu'ils ne certifiaient plus le bois russe.

Les fondations politiques américaines indirectement financées par le congrès américain, via la NED, l'IRI et le NDI, n'ont pas de communication particulière autour du conflit si ce n'est l'importance de la prise en compte du conflit ukrainien dans les travaux de réflexion géopolitique en cours (travaux sur la zone des Balkans par exemple). Le NDI reste peu prolixe sur le site internet (qualifiant le conflit de 2014 de « révolution de la dignité »), insistant sur l'aspiration et la demande des Ukrainiens pour des réformes et une culture politique plus inclusives. L'IRI n'a pas actualisé ses éléments de [présentation générale de son implication en Ukraine](#) et de ses objectifs pleinement assumés d'influence forte dans la société ukrainienne à tous niveaux, qui en définitive, donnant une photographie représentative du maillage global par les ONG ou assimilées (l'outil iVote, l'initiative #WhyWeVote, le programme télévisé ProZminy de l'IRI diffusé par plus de 30 chaînes locales en Ukraine mettant en lumière l'engagement politique des jeunes, ...).

L'activisme des ONG ukrainiennes

Certaines ONG ukrainiennes sont très actives, fournissant des éléments de prospective post-guerre, des postures fortes, et présentant un lien plus ou moins direct avec des financeurs et partenaires occidentaux.

Dans le cadre du conflit, **EDYN Ukraine**, issue du réseau européen des jeunes pour la démocratie (EDYN), partage les ressentis de Denys Ganzha, figure de proue du mouvement de jeunesse démocratique ukrainien (sélectionné par le président Zelensky pour siéger en tant que membre du Conseil ukrainien des affaires de la jeunesse, où il aide à conseiller l'administration présidentielle sur l'engagement des jeunes dans la vie politique). L'accent est mis sur son rôle depuis le début du conflit dans la coordination de l'aide humanitaire pour les résidents de toute l'Ukraine, ainsi que dans la sensibilisation à la situation en Ukraine à travers de nombreuses interviews pour les principaux médias internationaux, dont Al Jazeera, BBC, ABC Australie et d'autres.

L'**IRF**, branche ukrainienne de l'OSF, qui par ailleurs [communiquait très facilement sur sa stratégie](#) (tous les pans de la société sont balayés, de l'éducation aux institutions, en passant par les médias) pose des éléments de prospective : économie et soutien international pendant et après la guerre, quel avenir pour la société civile ? En plus de l'importance de documenter les crimes de guerre.

Dans l'écosystème ukrainien si stratégique de la lutte anti-corruption, thème fer de lance de la campagne présidentielle du président Zelensky⁶, quelques jours après l'invasion russe, le 1^{er} mars 2022, lors d'une conférence de presse à Varsovie, [Daria Kaleniuk s'est adressée au Premier ministre britannique Boris Johnson](#), sur les questions des sanctions qui pourraient être prises contre certains oligarques russes basés à Londres, la possible zone d'exclusion aérienne au-dessus de l'Ukraine, et l'implication plus grande de l'OTAN dans le conflit. Elle termine en pleurs. Daria Kaleniuk est une militante de la société civile ukrainienne, ayant étudié le droit à l'Académie nationale (Kharkiv) et au Chicago-Ken College of Law, soutenue par le Fulbright Foreign Student Program et membre des [Jeunes Leaders Mondiaux](#). A ce jour, elle dirige le **Centre d'action anti-corruption (AntAC)**, la principale ONG anti-corruption d'Ukraine à Kiev, qu'elle a créée en 2012, en partie soutenue par l'OSF.

L'enseignement et l'éducation sont un volet prioritaire considéré par les ONG en matière de lutte anti-corruption. Pour exemple, AntAC a co-fondé, **ACREC (Anti-Corruption Research and Education Center)**, soutenu par les Etats-Unis. Egalement, en plein conflit, **Transparency International Ukraine** continue de communiquer sur la [dimension progressiste de la société ukrainienne](#).

Depuis le conflit, mi-mars dernier, le think tank **DiXi Group**, spécialisé dans le domaine si stratégique de l'énergie, met en avant son implication dans les médias de masse, (« [Ukraine is paying the price of Europe's energy dependency on Russia](#) ») et soigne des communications très ciblées en posant les jalons de la période post-guerre (prospective économique et de plus grande transparence des données, barrage à la Russie). Il publie ainsi plusieurs lettres ouvertes emblématiques, dont la première adressée à Elon Musk, puis aux multinationales de l'énergie, et au G20. Enfin, mi-avril 2022, DiXi Group lance une nouvelle série de documents visant à explorer les liens étrangers des principales sociétés énergétiques russes et élaborer des propositions d'élargissement des sanctions limitant l'influence internationale du secteur énergétique russe : notamment à l'encontre du groupe Novatek (présenté comme le plus grand négociant en gaz privé russe avec des liens étroits de ses propriétaires avec le Kremlin), « sur la manière dont [les tentacules pourraient être efficacement coupées](#) en élargissant le régime de sanctions existant contre la Russie.

Sur le champ des médias, un focus peut être fait sur **Euromaidan Press** dont l'un des derniers articles titre « Chercheur ukrainien : il est temps pour l'Occident de couper les liens académiques avec la Russie. », soutenu financièrement ou ayant en partie des partenaires directs ou indirects américains. Il compte des partenaires actifs tels que [Media Initiative for](#)

[Human Rights](#), dont l'un des derniers entretiens publiés met en lumière « le spécialiste américain de l'Europe centrale et orientale, le professeur Timothy Snyder, expliquant que le but ultime de Poutine, pourquoi la guerre de la Russie contre l'Ukraine s'apparente à un génocide, pourquoi Poutine a une perspective plus radicale que Staline et pourquoi seul Hitler avait un plan similaire, et pourquoi le fait que les Ukrainiens se battent est si important pour le monde entier ».

Des grandes ONG sont toujours présentes [pour dénoncer les atrocités de la guerre](#), notamment **Amnesty International** et **Human Right Watch** (fondée en 1978 pour vérifier que l'URSS respectait les accords d'Helsinki) ; Mais leur impact reste limité par le fait que leur impartialité a pu être mise en doute dans certains dossiers antérieurs à cette guerre⁷.

L'importance des réseaux et coalitions des ONG et assimilées démultiplie leur influence⁸

La communication peut émaner soit des organisations seules soit, de façon collective, au travers des nombreux réseaux ou groupements d'ONG dont les membres vont se recouper à maintes reprises : pour illustration, le réseau européen des jeunes pour la démocratie (EDYN), le réseau des droits de l'Homme et de la démocratie (HRDN), le Forum de la société civile du Partenariat oriental (EaP CSF), le [Reanimation Package of Reforms Coalition](#) (RPR), Transparency International (et le sous-réseau européen), l'International Freedom of Expression Exchange.

Un point de vue « européen » ? « [Soutenir le difficile processus de réforme en Ukraine](#) »

Le rapport de l'institut de Jaques Delors Institut de 2015 (Berlin) indique un an après la révolution colorée, que l'un des espoirs est le réseau structuré d'organisations de la société civile (OSC) pour faire pression en faveur des réformes et plusieurs acteurs nationaux et internationaux soutiennent le processus. Elle catégorise les différentes organisations, rappelle les réformes réalisées (telles que le marché du gaz par le démantèlement de l'entreprise publique Naftogaz), l'objectif de dé-soviétisation, le premier soutien financier qui est le FMI avant l'union européenne. Enfin, elle émet des recommandations, telles que s'inspirer de l'engagement des Etats-Unis en Ukraine, la mise en place d'un système d'assurance (en référence à [une réflexion de George Soros](#)), et surtout beaucoup plus de moyens aux OSC ukrainiennes, « moteurs du processus de réforme ukrainien ».

Professionnalisation, évaluation, transparence des ONG, ... et normalisation, dans le prolongement et la capitalisation de l'influence atlantiste ?

Les ONG semblent s'inscrire de plus en plus dans des cadres de stratégies plus organisées et répondre de moins en moins à des besoins spontanés émanant de la société civile (contraintes des moyens, environnement hyper concurrentiel, coût d'entrée en termes d'expertise ?). Ces organisations se sont professionnalisées, notamment dans la transmission des compétences (militantisme, communication, réseau, divers outils). Certaines ONG ou sociétés proposent des prestations de services telles que des stages de [formation](#) pour responsable d'ONG (mener une campagne médiatique, relations publiques, répondre à un appel d'offre d'institutions) ou des solutions d'impact pour ONG ([image de marque](#), gouvernance) et en arrivent à avoir un statut hybride, telles qu'[INTRAC](#). C'est le développement d'une économie parallèle significative.

De plus en plus, pour donner de la visibilité aux donateurs et aux grands bailleurs de fonds, il est attendu, à juste titre, de la transparence en termes de gestion et de performance de la part des ONG. Des classements ont fleuri, certains perdurent, d'autres non, notamment de

par la [difficulté parfois à recueillir l'information provenant des ONG](#), même des plus importantes. Quelques organismes de notation peuvent être cités : GiveWell ou encore Charity Navigator. Celle-ci, association américaine, indique ne recevoir de subvention d'aucune des associations qu'elle note, afin d'être indépendante. A noter, que parmi ses financeurs, figurent [la fondation Melinda et Bille Gates et Amazon](#). Egalement, depuis 2013, NGO Advisor, organisation médiatique indépendante basée à Genève, propose ses services de conseil dans le secteur à but non lucratif et établit [un classement des](#) 200 ONG les plus influentes au monde sur la base de 165 critères (transparence, indépendance, champ d'action). Les partenaires mentionnés sont Asian NGO basée à Hong-Kong ainsi que YaleGlobal Online. Le [dernier classement au titre de l'année 2021](#) mentionne notamment OSF (3ème place), OXFAM (12ème place), HRW (40ème place), Transparency International (47ème place), Reporter sans frontières (163ème place). Enfin, la publication des données du secteur non lucratif tend à être normée. L'International Aid Transparency Initiative ou IATI (Initiative Internationale pour la Transparence de l'Aide), lancée lors du troisième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide en 2008, est une initiative mondiale multipartite volontaire qui vise à rendre l'information sur les dépenses et l'efficacité de l'aide plus accessible, compréhensible et utilisable, notamment pour accroître la transparence des ressources acheminées vers les pays en développement. Les premières données ont été publiées en 2011, et la norme IATI qui a pu réellement se mettre en place à partir de fin 2015, vise à obtenir et publier des données standardisées (donc comparables, centralisées au [registre IATI](#), actualisées. A ce jour, près de 1 500 organisations publient leurs données selon le standard IATI. Ces organisations sont aussi bien des bailleurs traditionnels bilatéraux, des organisations multilatérales, des ONG nationales et internationales (en majorité), des acteurs humanitaires, des fondations philanthropiques privées, des institutions de financement du développement que des instituts scientifiques et des sociétés privées. En 2017, l'IATI a créé un [Fonds pour l'utilisation des données](#) doté d'un budget initial de 250 000 \$, le gestionnaire officiel étant le PNUD.

L'occupation du terrain sociétal, un enjeu majeur de la guerre de l'information

L'ONG est devenue un acteur connecteur et transmetteur des politiques, de façon intentionnelle ou non. En effet, NGO Advisor souligne qu'avec les Etats et le monde financier, les ONG font partie des plus importants lobbyistes au monde, et rappelle les 4 critères fondamentaux communément admis pour la désignation d'une ONG : l'indépendance financière, l'indépendance politique, la notion d'intérêt public de son action, et le but non lucratif de son action. Pourtant, quand ces organisations ne répondent pas dès le départ, à ces critères de définition, comment peuvent être lues et comprises les trajectoires de leurs actions ?

Dans le conflit opposant l'Ukraine et la Russie, reconnu comme une guerre hybride, une partie des actions d'influence se joue donc aussi sur le terrain des ONG, un des instruments de la lutte non-violente pour l'Occident. Les ONG deviennent des objets subversifs et informationnels à abattre aux yeux de la Russie, ces structures, n'apparaissant visiblement pas « neutres ». Elles sont vecteurs d'un socle de valeurs politiques, culturelles et sociétales atlantistes/pro-occidentales, mais aussi peuvent donner l'impression, à tort ou à raison, de véhiculer une stratégie d'influence empreinte de ruse et de contournement. La mise en musique des ONG peut-elle s'apparenter à la guerre cognitive, telle que définie par Christian Harbulot en 2002⁹, et qui ne fait que commencer ?

Notes

[1](#) Annexe 1 pour précisions

[2](#) Annexe 2 pour précisions

[3](#) Annexe 3 pour précisions

[4](#) Samy Cohen en 2012

[5](#) Annexe 4 : Précisions sur les ONG évoquées

[6](#) Annexe 6 :

[7](#) Etude de l'AEGE, dirigée par Christian Harbulot « Guerre de l'information : le dessous des ONG, une vérité cachée »

[8](#) Annexe 5 : exemples et précisions

[9](#) La guerre cognitive. L'arme de la connaissance. Christian Harbulot, Didier Lucas, 2002

Sources

<https://www.histoire-et-civilisations.com/thematiques/epoque-contemporaine/florence-nightingale-lheroine-des-hopitaux-73441.php>

<https://www.ritimo.org/Les-ONG-au-travers-de-l-histoire-du-mouvement-de-la-solidarite-leurs-principes>

<https://www.cairn.info/revue-l-economie-politique-2002-1-page-6.htm#no2>

<https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2008-1-page-55.htm>

<https://www.cairn.info/revue-herodote-2008-2-page-69.htm8>

<https://www.cairn.info/le-management-des-ong--9782348059018-page-29.htm>

<https://www.sfen.org/rgn/barometre-ong-manque-transparence/>

Interview de Gérard Chaliand : https://www.youtube.com/watch?v=tcF_CU3w6zE

https://www.liberation.fr/evenement/2005/03/12/le-ned-ou-l-argent-de-la-liberte_512662/

<https://www.courrierinternational.com/dessin/russie-letat-fait-pression-sur-long-memorial-saint-petersbourg>

Entretien avec Thibault Kerlirzin, auteur entre autres, du rapport « [*L'influence des ONG dans le processus législatif européen*](#) » paru en 2022, et de l'ouvrage Soros l'impérial en 2019

ANNEXES

- ANNEXE 1 : ONG occidentales, objet de cristallisation des tensions et de guerre informationnelle : précisions
- ANNEXE 2 : Recontextualiser la normalisation de la politique étrangère américaine : précisions
- ANNEXE 3 : Montée en puissance des outils au service des objectifs des Etats-Unis : précisions
- ANNEXE 4 : Précisions sur les ONG évoquées
- ANNEXE 5 : L'importance des réseaux et coalitions des ONG et assimilées démultiplie leur influence : quelques exemples et précisions
- ANNEXE 6 : Focus sur l'élection du président Volodymyr Zelensky

ANNEXE 1 : ONG occidentales, objet de cristallisation des tensions et de guerre informationnelle : précisions

Les seules ONG qui apparaissaient visibles en Russie sont financées par l'Occident. Pour exemple, Golos créée en 2000 en Russie, chargée de défendre les droits et les libertés, notamment l'observation des élections, est sponsorisée par la National Endowment for Democracy (NED) financée en partie par le congrès américain, l'United States Agency for International Development (USAID), le gouvernement des Etats-Unis, et la commission européenne.

Pour l'État russe, l'activité de la NED est « indésirable » en Russie, car « elle influence l'opinion publique, cherchant à provoquer le changement de la politique de l'État ». En 2015, la NED est expulsée de Russie, devenant la première association à être frappée par une loi permettant de bannir du pays les ONG jugées « indésirables ». Egalement, l'ONG russe Mémorial, fondée en 1988, en vue de rétablir et de préserver la mémoire des victimes des répressions politiques en Union soviétique a été probablement une des ONG, ayant eu le plus d'autorité dans son pays. L'identification de financement provenant de la NED, a conduit à sa dissolution en décembre 2021.

Plus récemment, en avril dernier, alors que l'ONU suspend la Russie du Conseil des droits de l'Homme, celle-ci rétorque par la fermeture des bureaux locaux de 15 ONG réputées de défense des droits humains, parmi lesquelles Amnesty International (Royaume-Uni) et Human Rights Watch (HRW, Etats-Unis), « exclues du registre officiel des ONG étrangères », en raison de « violations de la législation russe », selon le ministère russe de la Justice. HRW a été présente en Russie depuis l'époque soviétique. Parmi les autres ONG exclues, figurent la Fondation Carnegie pour la paix internationale (Etats-Unis), la Fondation Friedrich Naumann pour la liberté (Allemagne) et la Fondation Friedrich Ebert (Allemagne). Déjà en mars 2013, la Russie avait accusé la porte-parole du département d'État américain, Victoria Nuland d'ingérence dans les affaires intérieures du pays alors que celle-ci avait comparé la campagne d'inspections d'une centaine d'ONG russes de défense des droits de l'homme à une "chasse aux sorcières".

En Russie, les contrôles des ONG sont permis par une loi entrée en vigueur fin 2012, quelques mois après le retour au Kremlin de Vladimir Poutine, obligeant les ONG bénéficiant d'un financement étranger et ayant une activité politique à se faire inscrire sur un registre "d'agents de l'étranger" et à se présenter en tant que tel dans toute activité publique. Nous pouvons nous interroger sur la convergence temporelle suivante : quelques mois avant, fin 2011, en Egypte, 17 ONG faisaient l'objet d'une perquisition, soupçonnées de financement illicite, dont les deux fondations politiques américaines (perçues comme des ONG), le National Democratic Institute (NDI) et l'International Republican Institute (IRI), promouvant la démocratie.

ANNEXE 2 : Recontextualiser la normalisation de la politique étrangère américaine : précisions

Dans un contexte d'un besoin fort de moralisation de la politique américaine, après le scandale du Watergate, arrive au pouvoir en 1977 le président américain Jimmy Carter, d'une probité exemplaire et qui nommera le défenseur des droits de l'homme Zbigniew Brzezinski, au poste de conseiller, devenant l'emblème des valeurs. Il est important de noter qu'il est d'origine polonaise, dont le père fonctionnaire consulaire de la Pologne, en poste en Allemagne de 1931 à 1935, puis en URSS, puis consul général à Montréal décide en 1939 de ne pas rentrer avec sa famille en Pologne. Accessoirement, son épouse est la petite-nièce de l'ancien président tchécoslovaque. Il s'appuiera toujours sur eux grands principes : l'hostilité à Moscou et la défense des droits de l'homme. Il publia le Grand échiquier en 1997, considérant que la région du globe la plus importante stratégiquement est l'Eurasie concentrant l'essentiel de la population mondiale, des capacités industrielles et des ressources énergétiques. La vision est l'encercllement géographique, par le contrôle américain des extrémités ouest (Europe occidentale) et est (Japon et Corée du sud). Les États-Unis doivent considérer que l'Eurasie est un échiquier dont il faut toujours tenir les bords. Les extrémités ouest (Europe occidentale) et est (Japon et Corée du Sud) doivent toujours rester sous contrôle américain afin d'encercler la Russie. En 1997, Zbigniew Brzezinski indique qu'afin que les États-Unis conservent leur hégémonie, il faut remplir 3 objectifs : « surveiller les chinois, faire en sorte que les européens ne s'unissent pas, repousser l'ex-URSS aux frontières de la Russie, Ukraine comprise, car sans l'Ukraine, d'une puissance mondiale, la Russie sera dégradée en puissance régionale ».

Il faut se rappeler que Brzezinski eut également l'oreille de Bill Clinton et de sa secrétaire d'État Madeleine Albright, qui fut sa disciple. Il leur conseilla d'intervenir contre les Serbes, perçus comme des pions de la Russie dans les Balkans. Opposé à la guerre en Irak, il fut un proche du candidat, puis du président, Obama. Sa doctrine a exercé une grande influence sur la gestion du dossier ukrainien par l'administration Obama. Brzezinski n'a cessé de militer pour une politique de fermeté et de sanctions contre la Russie après l'annexion de la Crimée au printemps 2014.

Dans ce contexte, est-il étonnant que la tentative de Vladimir Poutine, nouveau président de la Russie à partir de décembre 1999, pour un rapprochement avec l'Alliance atlantique, jusqu'à évoquer la possibilité d'une intégration de son pays à l'OTAN échoue ?

Le 25 mars 2014, soit quelques mois avant la révolution orange, Barack Obama déclarait au cours de la conférence de presse finale du Sommet sur le nucléaire de La Haye : « La Russie est une puissance régionale qui met en difficulté ses voisins non du fait de sa force mais de sa faiblesse (...) Nous avons une influence considérable sur nos voisins, mais nous n'avons généralement pas besoin de les envahir pour avoir une forte relation de coopération avec eux (...). Le fait que la Russie ait ressenti le besoin d'avoir recours à l'armée et de violer le droit international est la preuve d'une moindre influence, pas d'une influence croissante. (...). Notre préférence reste de résoudre cette crise par la diplomatie ».

Aussi, lorsque d'autres ex-membres du bloc soviétique (Estonie, Lituanie, Lettonie, Roumanie, Slovaquie, Bulgarie) rejoignent à leur tour l'organisation le 29 mars 2004, Vladimir Poutine va changer de position, notamment lorsque se posera la question d'y faire adhérer la Géorgie et l'Ukraine.

Les objectifs géo-politiques des Etats-Unis peuvent s'apprécier à travers les analyses de La Rand Corporation fondée en 1948, initialement pour conseiller l'armée américaine, et qui est devenue une organisation mondiale de recherche et développant des solutions au service de la décision politique et économique travaillant pour d'autres gouvernements, des fondations privées, organisations internationales ou entreprises privées. Le think tank considéré comme l'un des plus influents a émis un rapport en 2019 « [Overextending and Unbalancing Russia](#) » dont le résumé d'une dizaine de pages formalise un certain nombre d'options d'action destinées à déstabiliser la Russie, avec la présentation des bénéfices, coûts et les risques pour les Etats-Unis, ainsi que la probabilité de réalisation des objectifs. Ces actions relèvent des volets tant économique, militaire, géopolitique qu'idéologique et informationnel :notamment augmenter l'exportation énergétique étasunienne vers l'Europe qui diminuera l'importation de gaz naturel russe, accentuer les sanctions, accroître les forces terrestres des pays européens, augmenter les exercices de l'OTAN en Europe, sortir du traité FNI sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (effective en 2019), armer l'Ukraine, encourager l'émigration des jeunes russes bien instruits,encourager les contestations internes et la perception d'un gouvernement peu soucieux de l'intérêt de la nation.

Egalement, [la récente note d'analyse politique du German Marshall Fund of the United States](#) (ou GMF, puissant groupe de réflexion politique non partisan à Washington créé e 1972 grâce à un don de l'Allemagne de l'ouest), publiée peu avant l'agression de l'Ukraine en février dernier, rappelle notamment que l'Europe devra assumer une plus grande part du fardeau de la sécurité euro-atlantique.

La normalisation de la politique étrangère commence sous la présidence Carter, et la mise en musique opérationnelle, se fera sous la présidence Reagan. Les institutions gouvernementales et les ONG semblent s'acculturer réciproquement et converger sur un mode de fonctionnement qui va effacer le distingo morale/politique. Les organes de gouvernance des ONG peuvent être ainsi composés d'administrateurs publics, de financiers, d'anciens ambassadeurs américains ou de membres du Département d'État. Les États-Unis votent le *Freedom Support Act*, en 1992, texte de base pour promouvoir la liberté et la démocratie dans les anciennes républiques de l'URSS devenues indépendantes. la présence active de dizaines d'ONG américaines, puissantes et riches, dans l'ex-espace soviétique a permis à Washington de disposer de réseaux et d'institutions travaillant en phase avec ses principes. En marge des institutions dédiées telles que l'Institut américain pour la paix (USIP) fondée en 1984 par le congrès, va naître ce que certains appelleraient des « Gongos ¹» (governmental oriented non governmental organizations », telles que la National Endowment for Democracy (NED), fondation privée à but non lucratif, ayant pour objectif déclaré le renforcement et le progrès des institutions démocratiques à travers le monde. Depuis sa création conjointement par les républicains et les démocrates, la NED est restée bipartite. Elle est financée par le congrès américain via l'USAID et des grandes compagnies américaines. La NED va financer elle-même les deux fondations politiques liées respectivement aux partis républicain et démocrate, également fondées en 1983 soit l'International Republican Institute (IRI) et le National Democratic Institute for International Affairs (NDI) pour la promotion de la démocratie (par ailleurs qui ont été respectivement présidés par Madeleine Albright et John McCain). Pour rappel, en Ukraine, la NED a aidé de nombreuses structures liées à la révolution orange telles que la branche ukrainienne de l'Open Society Foundations (OSF), soit l'International Renaissance Foundation (IRF) et la Albert Einstein Institution financée par la NED. Le NDI et l'IRI, par ailleurs déjà présent sur le

territoire ukrainien en 1998, ainsi que IRF ont reconnu publiquement être impliqués dans le renversement du pouvoir aux manifestations de l'Euromaïdan.

ANNEXE 3 : Montée en puissance des outils au service des objectifs des Etats-Unis

Les travaux sur les méthodes de lutte non-violentes

La focale peut porter sur les travaux de théoriciens américains de la lutte non violente, en particulier ceux de Gene Sharp, parfois surnommé le « [Machiavel](#) de la non-violence ». Dans l'esprit de la doctrine Reagan pour la « promotion de la démocratie » dans le monde, il fonde en 1983 l'Albert Einstein Institution, association sans but lucratif qui étudie et promeut la résistance non violente dans les zones de conflits. Financé par le gouvernement américain par l'intermédiaire de la NED et l'IRI, il revendique sur son site internet [son impact sur différents mouvements dont l'Euromaiden](#) (SOS Venezuela, BlackLives Matter ...). Il indique un arsenal de [198 « armes non-violentes »](#). Les travaux de Gene Sharp sont reconnus pour avoir contribué aux nombreux mouvements protestataires autour du monde (la moitié des grands conflits dans le monde se traiterait selon les méthodes de lutte non-violente, soit plus d'une centaine), dont les révolutions de couleur en Europe de l'est. Ayant écrit les manuels *Les politiques de l'action non-violente* en 1973, *De la dictature à la démocratie*, en 1993 qui a notamment servi de base au mouvement Pora en Ukraine, les points clés sont que le pouvoir d'un gouvernement ne tient qu'à l'obéissance des citoyens. Si les piliers du pouvoir (autorité, adhésion, compétences, sanctions, ...), sont contestées par la population, le pouvoir peut s'effondrer. Gene Sharp montre ensuite, à partir de l'étude fine des expériences passées, comment des peuples ont réussi à gagner contre de grandes puissances, et donc en facteurs clés de succès, l'importance du choix des objectifs de lutte et de la stratégie.

Son influence lors des récents mouvements de renversement de dictatures ou de régimes démocratiques (Ukraine, Géorgie, etc.) ont été à la base de critiques décrivant Sharp comme un instrument de la politique internationale des Etats-Unis. En défense, Sharp et son équipe sont des chercheurs et ne sont pas des activistes. Ils donnent des idées et des recommandations mais n'interviennent pas sur le terrain des luttes. Les choix stratégiques appartiennent toujours aux peuples concernés. Il n'en demeure pas moins que les peuples en lutte demandent des subventions aux grandes ONG américaines ou européennes, et que ces ONG (parfois infiltrées et instrumentalisées par les services spéciaux d'Etats) promeuvent les méthodes de Sharp pour des raisons humanitaires, pour les droits de l'Homme ou pour des intérêts géopolitiques d'Etats étrangers. La volonté populaire était là pour faire tomber le dictateur, mais il fallait manifestement de la méthode et de l'argent venu d'ailleurs. L'initiative semble toujours venir des activistes d'ONG et d'opposants politiques locaux.

En 2001, Jack DuVall a créé, à l'aide de Peter Ackerman (qui a, en 1983, aidé à financer l'institut Albert Einstein), un institut à but non lucratif appelé le Centre international sur les conflits non violents, qui produit des outils pédagogiques et pratiques sur ces méthodes, par exemple des films documentaires sur les moyens de renverser les dictateurs. Il a entre autres été directeur de la conformité de l'industrie, au conseil du coût de la vie (bureau exécutif du président des Etats-Unis), et a écrit des discours pour des candidats à la présidence des Etats-Unis.

Comme l'explique Jacques Sémelin, directeur de recherche au Centre d'études et de recherches internationales (CERI) et spécialiste des mouvements de résistance civile et des pratiques politiques non violentes (ayant rejoint, l'université d'Harvard sur l'invitation de Gene Sharp) , aucune stratégie de résistance non violente ne peut aboutir sans soutien extérieur. Certains qualifient ce dernier de « piège électoral », autrement dit rendre public à

la fois un projet politique alternatif, afin que les électeurs puissent choisir, et une critique du pouvoir en place. Les enquêtes journalistiques au moment des révolutions colorées ont pu identifier les divers secteurs dans lesquels les ONG étrangères ont apporté leur soutien aux révolutionnaires, aux médias d'opposition et aux mouvements étudiants, deux domaines privilégiés du soutien occidental en temps d'élection.

La diplomatie privée

En marge des institutions dédiées telles que l'Institut américain pour la paix (USIP) fondée en 1984 par le congrès pour prévenir et résoudre les conflits violents internationaux, promouvoir la stabilité après les conflits et les transformations démocratiques et consolider la paix, la résolution des conflits repose de plus en plus sur les voies de communication diplomatiques privées, même s'il est compliqué de mesurer leurs impacts.

Ainsi, aux Etats-Unis, le président Carter a apporté des compétences importantes à son gouvernement et la fondation Carter créée en 1982 a entre autres pour objectifs la résolution pacifique des conflits, l'observation des élections, la défense et l'avancée des droits de l'Homme. Martti Ahtisaari, président de la Finlande (entre 1994 et 2000) a créé en 2000, l'ONG Crisis Management Initiative (CMI) qui dispose de bureaux à Bruxelles et d'autres villes du monde. En 2014, le CMI a organisé des pourparlers non officiels entre les parties au conflit en Ukraine, et depuis indique entretenir un dialogue continu. Johnattan Powell, chef de cabinet de Tony Blair entre 1997 et 2007 a cofondé Inter Mediate après, en tant que fonctionnaire britannique, avoir fait pression pour la paix en Irlande du Nord. Il a été également le fondateur et l'ancien directeur du Centre pour le dialogue humanitaire à Genève.

Cependant les diplomates peuvent désapprouver parfois les actions et bonnes intentions de certains acteurs d'ONG, y compris bien intentionnées, car cela peut être une source de confusion (profusion, absence de neutralité). Le directeur du programme de résolution des conflits du Centre Carter, entre 2008 et 2021, Hrair Balian explique ainsi : "Je remets vraiment en question les activités de certaines ONG (...) surtout lorsqu'elles commencent à défendre une partie particulière dans un différend ». Béatrice Pouligny, notamment docteure en science politique, chercheuse au Centre d'études et de recherches internationales (CERI) et consultante auprès de différents ministères et d'organisations internationales, et vice-présidente de l'Academic Council on the United Nations System (ACUNS), lauréate du New Century Scholars Program 2002-2003 de la Commission Fulbright (programme du Congrès américain mis en place 1946 pour favoriser la compréhension mutuelle entre les Etats-Unis et les autres pays), indique dans sa publication de 2003 qu'une réflexion a commencé au sein de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG), afin de surmonter les contradictions et les dérives qui accompagnent leurs opérations sur les terrains de guerre, victimisation trompeuse de populations locales, détournement ou instrumentalisation de l'aide par des belligérants ou des puissances extérieures. Par ailleurs, l'engagement humanitaire est souvent de plus en plus sélectif, pour tenir compte des préférences politiques des gouvernements, guidant ainsi leurs interventions, mais aussi des préférences médiatiques. Enfin, nombre d'ONG se trouvent placées, sur le terrain, dans la position d'agents des diplomaties occidentales.

S'il est besoin de rappeler que le Logan Act américain de 1799 interdit la négociation par des citoyens américains non autorisés avec des gouvernements étrangers, dès lors nous pouvons

supposer que les initiatives informelles sont fort probablement étroitement liées à la diplomatie officielle dès le départ.

Une diplomatie transformationnelle des États-Unis assumée

En quelque sorte, en Ukraine il s'agissait d'une projection non-violente de cette politique réalisée en Irak sous forme d'intervention armée.. Dans son discours d'investiture de son second mandat en janvier 2005, George W. Bush annonce « Nous sommes déterminés à montrer le sens et la promesse de la liberté" et au printemps 2005, il confirme la volonté des États-Unis d'exporter la démocratie dans les coins les plus éloignés du monde, en parlant de la « vague de la liberté » . Bush n'hésite pas à se féliciter entre autres des révolutions colorées et indique que « pour aider les jeunes démocraties à réussir », les Américains devront contribuer à la construction de « libres institutions pour remplir le vide formé par le changement ». Pour cela, il en appelle aux ONG américaines telles que l'International Republican Institute et Freedom House. L'Amérique a besoin de leurs efforts dans ce domaine car la « demande de liberté » augmente dans le monde. Les ONG doivent poursuivre leur « travail vital » pour « aider à tenir des élections libres et honnêtes » partout dans le monde. En développant la vision « révolutionnaire » de Bush, en janvier 2006, la secrétaire d'État Condoleezza Rice introduisit un nouveau concept : « diplomatie transformationnelle » qui consiste en un « travail avec les partenaires de l'Amérique à travers le monde pour construire et soutenir des États démocratiques fondés sur une bonne gouvernance qui répondront aux besoins de leurs peuples ». L'un des piliers de cette doctrine diplomatique est le social engineering, qui vise à redéfinir les matrices culturelles des nations.

ANNEXE 4 : Précisions sur les ONG évoquées

Sphère SOROS

L'**Open Society Foundations (OSF)**, créée par le milliardaire philanthrope américain d'origine hongroise George Soros, acteur de la démocratisation en Europe centrale, assume oeuvrer en Ukraine par le biais de l'International Renaissance Foundation (IRF) depuis 1990. L'OSF et l'IRF sont financées, via la NED, par le congrès américain.

A noter, que l'**Open Society European Policy Institute** est la branche politique et plaidoyer de l'UE du réseau Open Society Foundation, basée à Bruxelles. Il vise à influencer et aider à la prise de décision sur les lois, les politiques, le financement et l'action extérieure de l'UE afin de maintenir et de promouvoir des sociétés ouvertes en Europe et au-delà. Il dispose d'un budget de 7 millions €, financé par Open Society Foundation. Au registre de la Transparence de la commission européenne, sont déclarés : 18 effectifs équivalents temps plein

Plus spécifiquement, l'**IRF** [communique très facilement sur sa stratégie](#) officiellement sur le site qu'en 1994, elle a été le plus grand donateur international du pays, avec un budget annuel d'environ 12 millions de dollars pour divers projets (reconversion des soldats désarmés, la création d'un centre d'art contemporain à Kiev). Au début des années 2000, la fondation s'est orientée vers l'intégration européenne, tout en mobilisant des ressources pour aider les personnes touchées par le conflit après l'invasion russe et l'annexion illégale de la Crimée en 2014. Au cours de sa vie, la fondation a soutenu plus de 18 000 projets, bénéficiant à des millions de personnes. En 2019, OSF a investi 51,5 M\$ en 2019 en Eurasie dont près de 8 m\$ en Ukraine (42 % pour la défense des droits de l'homme et la promotion des valeurs démocratiques, 24 % pour la santé et les droits sociaux, et 15 % pour la réforme de la justice). Ce qui a permis entre autres d'aider à la création du Bureau national de lutte contre la corruption d'Ukraine en 2014 et ont aidé les législateurs à élaborer une nouvelle loi anticorruption qui obligeait les agents publics à déclarer leurs avoirs. Et tellement d'autres projets : création du Forum de la société civile de la plate-forme ukrainienne du Partenariat oriental, lancement de l'indice d'intégration européenne pour les pays du partenariat oriental (EaP) qui fournit une évaluation comparative annuelle des processus d'intégration européenne pour les pays du partenariat oriental.

People in need (PIN), ONG tchèque fondée en 1992, une des plus grandes ONG d'Europe centrale et orientale dédiée à l'aide humanitaire, éducation, défense des droits de l'Homme dans une trentaine de pays, organise le plus grand festival du film sur les droits de l'Homme en Europe (appelé One World), durant lequel un prix est attribué à une personne ayant apporté une contribution significative à la protection des droits de l'Homme et à la promotion non violente de la démocratie. Ses financeurs et partenaires sont d'origine gouvernementale (gouvernement tchèque, Europe Aid, USAID, les agences des nations unies), de la NED, également de grandes multinationales (Microsoft, McDonald's). Elle travaille en Ukraine depuis 2003, a apporté de l'aide humanitaire dès le début du conflit en 2004 et a soutenu en Ukraine des individus ou groupes prônant la liberté démocratique.

A l'adresse des jeunes générations, le **réseau européen des jeunes pour la démocratie (EDYN)** a été créé en Slovaquie en 2018, en tant qu'initiative conjointe de l'USAID, du NDI et de l'IRI, une ONG indépendante, coalition de plusieurs centaines de jeunes (18 à 32 ans) militants, dirigeants politiques, journalistes et civils d'Europe centrale et orientale partageant un engagement commun envers les principes démocratiques, et venant de plus d'une vingtaine de pays à l'héritage « totalitaire » selon leurs termes. Ils formalisent leur opposition à tout discours haineux. Le site explique que l'émanation en Ukraine a été une réussite, en 2019, aboutissant à son inscription en tant qu'organisation officielle de la société civile auprès du gouvernement ukrainien.

AntAC, particulièrement depuis la révolution orange de 2014 mène campagne pour des réformes structurelles des forces de l'ordre du pays chargées de lutter contre la corruption et de surveiller les marchés publics, prônant une législation anti-corruption solide (lois sur le Bureau national anti-corruption d'Ukraine, le bureau du procureur spécial anti-corruption, la Haute-Cour anticorruption, les registres de propriété ouverts et les déclarations de patrimoine électroniques), suivant de près la lutte contre les pratiques de blanchiment d'argent, la corruption à l'échelle internationale et la préparation d'enquêtes et d'actions en justice. Sur le site internet de l'AntAC, l'information détaillée des donateurs par année, et en cumulé, depuis sa date de création, a disparu entre février et mars 2022 pour laisser place à une catégorisation en grande masse (« US government, EU and Member States governments, Private international funds, Charitable donations from companies and individuals »). Il s'avère que l'ONG est a minima liée à la sphère du philanthrope George Soros, car l'Open Society European Policy Institute à Bruxelles, qui est la branche politique et plaidoyer de l'UE de l'OSF, [a déjà financé a minima AntAC](#), de même que récemment le Sigrid Rausing Trust (fondé en 1995) basée à Londres promouvant les valeurs et principes des droits de l'Homme.

L'ACREC un centre de recherche qui mène des activités éducatives et scientifiques et rassemble des travailleurs scientifiques, pédagogiques et scientifiques nationaux et étrangers, des doctorants, des étudiants de troisième cycle, des étudiants et des praticiens dans le domaine de prévention et de lutte contre la corruption. Leur raison d'être est d'étudier le phénomène de la corruption tout en recherchant de nouvelles approches et en apprenant à le combattre pour créer une nouvelle norme pour la société en 2038, une gouvernance sans corruption, ainsi que de former une nouvelle école d'anti-corruption, en fournissant aux agents, les connaissances théoriques et pratiques nécessaires à leur développement professionnel et en devenant une plate-forme de communication pour les agents du changement dans l'espace post-soviétique. Les autres co-fondateurs sont l'Académie nationale de l'Université de Kiev-Mohyla, l'ANTAC, Transparency International Ukraine, la Fondation Kyiv-Mohyla aux États-Unis (qui mène une communication active). Celle-ci a pour mission de soutenir l'Académie nationale de l'Université de Kyiv Mohyla par l'engagement bénévole et le soutien philanthropique, d'atteindre l'excellence dans l'éducation et la recherche innovante, et à contribuer à la réforme démocratique de l'Ukraine par le biais de l'éducation en mettant l'accent sur l'état de droit, la croissance économique soutenue et la collaboration universitaire avec les institutions universitaires, commerciales et civiques au sein de la communauté mondiale des nations.

Il est tout aussi intéressant de considérer les [partenaires de l'ACREC](#) : le gouvernement ukrainien, le ministère des affaires étrangères des Pays-Bas, l'USAID, le réseau universitaire anti-corruption eurasienn, l'ambassade des Etats-Unis à Kiev, l'Open Society Foundation, PACTE (dont le programme est financé par l'USAID), Transparency International Ukraine, l'organisation néerlandaise pour la recherche scientifique, l'International Research & Exchange Board Europe, Paquet de réformes de réanimation, l'IREX, l'IRF.

Transparency International Ukraine, née d'une ONG ukrainienne Creative Union "TORO" qui a commencé ses activités en 1999, est devenue depuis juin 2012, officiellement Transparency International Ukraine, qui avec une petite équipe a créé une coalition régionale en vue de surveiller les déclarations des hauts fonctionnaires et leurs modes de vie. Elle est en partie financée par l'IRF. Elle a aussi co-développé une plateforme en ligne pour les marchés publics (ProZorro)

Le think tank **DiXi Group**, créé en 2008 à Kiev, impliqué dans la recherche et les consultations dans le domaine de l'énergie, articule production d'analyses professionnelles des performances et promotion des réformes sur le volet législatif (renforcer la transparence et l'accessibilité de la politique énergétique, améliorer la gouvernance, coopérer avec le gouvernement, le public et les entreprises). Il intervient aussi sur des sujets plus généraux tels que les relations Ukraine-UE-Russie et la politique énergétique régionale. Depuis 2013, des rapports d'analyse accompagnés de recommandations ont été présentés en Ukraine, au secrétariat de la Communauté de l'énergie à Vienne et représentants des institutions européennes à Bruxelles, notamment pour le suivi de la mise en œuvre des engagements en lien avec les lois européennes. Il est aussi communiqué que le pays a réalisé des progrès significatifs dans la mise en œuvre de la norme l' »[Initiative pour la transparence des industries extractives](#) » (ITIE), devenant l'un des pays leaders de la région eurasienn, grâce au travail conjoint des autorités et de la société civile, dont l'IRF. Celle-ci soutient un certain nombre de projets dans le domaine de la transparence de l'industrie extractive.

Au registre de transparence de la commission européenne, DiXi group fait partie de la petite demi-douzaine de structures (ONG, association, think tank) basées en Ukraine, à déclarer faire du lobby : il déclare 2,5 effectifs équivalent temps plein et un budget de 1,3 million € est détaillée : 954 K€ de l'USAID, 236 K€ de la commission européenne, 93 K€ de l'IRF, et 32 K€ du programme Black Sea Trust (financé par le [GMF](#) pour résoudre les conflits dans les pays de la région de la mer Noire).

Dans sa présentation générale, l'OSF évoque le projet Natural Resource Governance Institute (ex-Revenue Watch), organisation indépendante à but on lucratif, fondée dans les années 1990 en tant qu'effort de la société ouverte visant à promouvoir la transparence dans les industries pétrolière, gazière et minière, et une meilleure gouvernance des pays sur leurs ressources naturelles (développement durable et inclusif).

Le listing des communications ciblées depuis le conflits sur le site de DiXi Group sont :

- [Lettre de la société civile sur la dette ukrainienne aux administrateurs de la Banque mondiale et de la Société financière internationale](#) 27.04.2022
- [DiXi Group et une coalition d'ONG appellent les pays du G7 à acheminer d'urgence une partie de leurs DTS inutilisés vers l'Ukraine](#) 27.04.2022
- [Expérience dans la promotion et la mise en œuvre des pratiques de contrats ouverts en Ukraine, au Kazakhstan, au Kirghizistan et en Azerbaïdjan](#) 22.04.2022
- [DiXi Group et une coalition d'ONG appellent le G20 à apporter un soutien financier à l'Ukraine](#) 21.04.2022
- [Olena Pavlenko: l'Ukraine a besoin d'un plan Marshall pour les futurs programmes dans le secteur de l'énergie](#) 16.04.2022
- [APRÈS NOTRE VICTOIRE - Lettre ouverte aux sociétés énergétiques mondiales Shell, ExxonMobil, Equinor](#) 18.03.2022
- [APRÈS NOTRE VICTOIRE – Lettre ouverte à Elon Musk des ONG ukrainiennes](#) 14.03.2022
- [10 étapes pour renverser le régime putiniste dans le secteur de l'énergie](#) 11.03.2022

L'ONG Earthsight a été fondée en 2007 à Londres, et a pour directeur Sam Lawson (ancien consultant à la Chatham House). Selon ses propres éléments de présentation, elle a opéré « dans les coulisses » les 10 premières années, et est sortie de l'ombre depuis 2016 pour publier en son nom, notamment en 2018 un rapport sur l'exploitation forestière illégale et la corruption du bois en Ukraine (bois destiné principalement, à hauteur de 70 % au européens). Il est estimé que 40 % du bois récolté/commercialisé l'est illégalement. La diffusion du rapport a été relayée par de grands médias européen dont le magazine d'information allemand Der Spiegel et une couverture approfondie sur la chaîne de télévision allemande phare Das Erste.

Euromaidan Press est une ONG, un journal en ligne en anglais créé en janvier 2014, dont les contributeurs sont des écrivains ukrainiens ainsi que l'IRF, seul donateur actif à ce jour évoqué par l'ONG, et soutien de longue date (des remerciements figurent encore sur le site à l'attention d'anciens donateurs, l'ONG américaine [GPD Charitable Trust](#), l'Ambassade du Royaume-Uni à Kiev et ... le NDI). Parmi les partenaires d'Euromaidan Press, figurent :

- [Media Initiative for Human Rights \(MIPL\)](#), une ONG ukrainienne lancée en septembre 2016 par les journalistes Maria Tomak et Olga Reshetylova. Il combine des activités de journalisme et de défense des droits de l'homme pour répondre aux violations des droits de l'Homme en Ukraine résultant de l'[agression de la Russie contre l'Ukraine](#).

- **Promote Ukraine**, une ONG basée à Bruxelles, créée en mai 2014, perçue comme une organisation de la diaspora, en vue de partager des événements sur l'Ukraine, organisés par des ONG, des ambassades, des centres d'analyse (think-tanks) du monde entier, ainsi que des informations de ces organisations telles que des déclarations, des appels, des documents politiques, etc. Egalement, est mentionné Hybrid Warfare Analytical Group ([HWAG](#)) qui se

concentre sur la surveillance, la déconstruction et la lutte contre les influences hybrides russes. HWAG fait partie intégrante de l'Ukraine Crisis Media Center (UCMC)

* L'**UCMC** rappelle aussi avoir été soutenue par Ukrainian World Foundation, USAID, NED, OTAN, UNICEF, German Marshall Fund/Black Sea Trust, UNHCR, International Renaissance Foundation, GIZ, ambassades des États-Unis, des Pays-Bas, de Suisse, de Finlande, de Norvège, de Suède et d'Allemagne, Spirit of America, Heinrich Boll Stiftung, Institute for Statecraft, Estonian Center for Eastern Partnership, European Values Think Tank, etc.

ANNEXE 5 : L'importance des réseaux et coalitions des ONG et assimilées démultiplie leur influence : quelques exemples et précisions

A l'adresse des jeunes générations, le **réseau européen des jeunes pour la démocratie (EDYN)** a été créé en Slovaquie en 2018, en tant qu'initiative conjointe de l'USAID, du NDI et de l'IRI, une ONG indépendante, coalition de plusieurs centaines de jeunes (18 à 32 ans) militants, dirigeants politiques, journalistes et civils d'Europe centrale et orientale partageant un engagement commun envers les principes démocratiques, et venant de plus d'une vingtaine de pays à l'héritage « totalitaire » selon leurs termes. Ils formalisent leur opposition à tout discours haineux. Le site explique que l'émanation en Ukraine a été une réussite, en 2019, aboutissant à son inscription en tant qu'organisation officielle de la société civile auprès du gouvernement ukrainien.

Le **réseau des droits de l'Homme et de la démocratie (HRDN)** compte 58 ONG dont Human Rights Watch, Amnesty International, Plan International, World vision, Comité pour la protection des journalistes.

Le **Forum de la société civile du Partenariat oriental (EaP CSF)**, organisation de la société civile à but non lucratif, non gouvernementale et non partisane, est une plate-forme unique de la société civile régionale à plusieurs niveaux visant à promouvoir l'intégration européenne, à faciliter les réformes et les transformations démocratiques dans les six pays du Partenariat oriental - Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie et Ukraine. Les plateformes nationales fonctionnent depuis 2011 et comptent environ 1 200 organisations de la société civile éligibles : les différentes branches nationales d'Open Society Foundations, GMF Roumanie, IRF.

DiXi Group fait partie de la plateforme nationale ukrainienne.

Reanimation Package of Reforms Coalition (RPR), ou Paquet de réformes de réanimation, est la plus grande coalition d'ONG (83) et d'experts de premier plan de toute l'Ukraine afin de faciliter et mettre en œuvre les réformes (judiciaire, anti-corruption, décentralisation, administration publique et des forces de l'ordre, loi électorale, principales transformations économiques). Elle établit des relations de confiance avec les principales ambassades et organisations internationales.

Transparency International (TI) est une ONG mondiale de lutte contre la corruption avec plus de 100 branches nationales dans le monde, fondée en 1993 par un ancien directeur de la Banque mondiale. Ce réseau mondial de lutte contre la corruption est connu, entre autres, grâce à ses produits analytiques phares : l'indice de perception de la corruption et l'étude du baromètre mondial de la corruption. TI indique s'appuyer sur de [nombreuses sources de revenus](#) pour conserver son indépendance (à noter près de [60 % proviennent d'agences gouvernementales](#)). TI noue des partenariats, notamment un qualifié de « révolutionnaire », le Global Anti-Corruption Consortium avec l'Organized Crime and Reporting Project (OCCRP) pour rassembler les reportages d'investigation et le plaidoyer mené par TI. A noter que le Global Anti-Corruption Consortium est actuellement soutenu par les gouvernements du Danemark, de Taïwan, du Royaume-Uni et des États-Unis ainsi que par les Open Society Foundations (auparavant soutenu par les gouvernements d'Argentine, d'Australie et de Norvège).

La communication de la branche européenne, Transparency International EU, ONG, soutenue par un certain nombre de donateurs publics et privés dont les noms sont détaillés. Il est indiqué que le financement peut être lié à des projets ou ... illimité., s'axe très clairement sur le développement de «[12 moyens pratiques par lesquels l'UE peut porter un coup supplémentaire à Poutine et à ses acolytes](#) ». [Une mention plus synthétique](#) se trouve également en bas de la page d'accueil du site de Transparency France. Le budget 2021 de Transparency International EU, d'environ 1,07 million € est notamment subventionné par TI (pour le secrétariat situé à Berlin), par la Fondation Adessium (qui soutient par ailleurs au moins un projet en partenariat avec l'OSF et la fondation Ford), Sigrid Rausing Charitable Trust, et l'OSF, et par des directions générales. A noter que TIEU est récipiendaire d'un prix Google Ad Grants, qui permet de recevoir gratuitement de la publicité en nature (pour les ONG enregistrées).

CONCORD, basée à Bruxelles, est la confédération européenne des ONG d'aide d'urgence et de développement. Ses 20 réseaux d'ONG internationales et 28 associations nationales et trois membres associés représentent 2 600 ONG européennes auprès de l'Union européenne, dont People in need fait partie notamment.

VOICE pour "Voluntary Organisations in Cooperation in Emergencies" est un autre réseau européen d'ONG qui promeut une aide humanitaire efficace dans le monde entier depuis 1992. VOICE est le principal interlocuteur des ONG auprès de l'Union européenne en matière d'aide d'urgence et de réduction des risques de catastrophes, et il promeut les valeurs de ses 80 organisations membres.

L'International Freedom of Expression Exchange (IFEX) est un réseau virtuel mondial de plus de 100 ONG [promouvant et défendant la liberté d'expression](#) (géré par le CJFE, Journalistes canadiens pour la liberté d'expression), procurant une importante source d'informations pour un certain nombre d'OIG, et fonctionnant avec un réseau d'alerte et d'action. [Human Rights Watch en fait partie](#), ainsi que Reporter sans frontières qui compte parmi ses soutiens la fondation Ford, Sigrid Rausing Trust et ...la NED.

Le Fonds européen pour la démocratie, une ONG européenne lancée en 2013, recevant des financements de la commission européenne et d'une vingtaine de pays européens pour soutenir les défenseurs de la démocratie dans le voisinage européen (Partenariat oriental et région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord), permet un maillage significatif. L'ONG communique particulièrement sur son soutien à la gouvernance inclusive en Ukraine, [grâce à la contribution de 7,7 millions de \\$CA du Canada en faveur d'une société civile et de médias inclusifs, pluralistes et indépendants en Ukraine](#).

Le **réseau de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR)** entretient des partenariats stratégiques avec plus de 1 100 partenaires, notamment des institutions gouvernementales, des agences des Nations Unies, et des ONG qu'elle contribue à financer, lui donnant une mission ambiguë. En 2019, [le HCR a alloué 1 376 milliards de \\$ à 1 100 partenaires](#), avec une attention particulière au renforcement des capacités des partenaires nationaux, dont les ONG nationales, et au processus de régionalisation.

ANNEXE 6 : Focus sur l'élection du président Volodymyr Zelensky

Dans le cadre de son élection en 2019, le président Volodymyr Zelensky a fait appel à l'Ukrainian Institute for the Future, un groupe de réflexion indépendant créé en 2016 qui prévoit les changements, conçoit des scénarios possibles en Ukraine, fournit une analyse experte de l'évolution des politiques étrangère et intérieure ukrainiennes, des recommandations spécifiques pour l'action politique, propose des solutions efficaces, offre une plate-forme de discussion sur des sujets d'actualité.

Le directeur de l'institut, Viktor Adrousine, avocat réputé, qui avant de rejoindre l'Institut, a occupé le poste de vice-président de l'administration militaro-civile de Donetsk pour les affaires humanitaires (juillet 2015 - février 2016), a participé au développement de diverses ONG et à la mise en œuvre de projets tels que le New Citizen Partnership, le Centre ukrainien indépendant d'études politiques. Il a participé à l'élaboration d'un certain nombre de projets de loi, notamment sur l'accès à l'information publique et sur les associations publiques. Aujourd'hui, il est directeur de l'École d'administration publique de Kiev et conseiller du ministre de l'Intérieur de l'Ukraine. Il est affilié au Kennan Institute qui est le premier centre américain de recherche avancée sur la Russie et l'Eurasie et le programme régional le plus ancien et le plus important du Woodrow Wilson International Center for Scholars, créé en 1974. Vu comme le premier institut d'études russes avancées aux Etats-Unis, en plus de son bureau à Washington, l'institut a un bureau à Kiev, qui fournit une assistance sur le terrain au personnel de Washington et un lien de communication avec diverses organisations ukrainiennes.

Il est à rappeler que le Wilson Center créé par le congrès américain en 1968 en tant que mémorial officiel du président Woodrow Wilson, est le principal forum politique non partisan du pays pour s'attaquer aux problèmes mondiaux par le biais de recherches indépendantes et d'un dialogue ouvert afin d'éclairer des idées concrètes pour la communauté politique. Son conseil d'administration, composé à la fois de fonctionnaires du gouvernement et de personnes de la société civile nommées par le président des Etats-Unis. Le centre est un partenariat public-privé, dont environ un tiers des fonds de fonctionnement provient chaque année du gouvernement américain (14 millions \$ au titre de l'exercice comptable 2021), le reste provenant de fondations, de subventions et de contrats d'entreprises. En raison de sa dépendance historique sur les crédits du congrès, le centre indique rechercher des sources de financement du secteur privé afin de continuer ses activités dans un esprit non partisan. En 2019, il est nommé premier groupe de réflexion sur les études régionales au monde. Entre autres, Madeleine Albright figurait parmi les diplomates membres et Antoine Blinken parmi les membres publics.